Zeitschrift: Ingénieurs et architectes suisses
Band: 114 (1988)
Heft: 17

Artikel: Quelle croissance?: plaidoyer pour une vision à long terme
Autor: Weibel, Jean-Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-76828

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

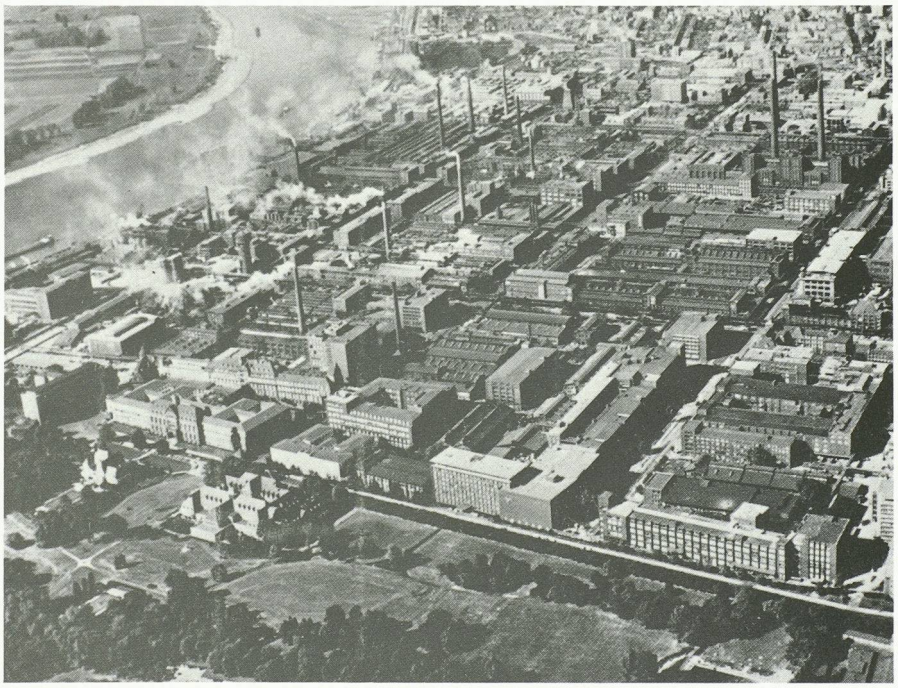
Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quelle croissance?

Plaidoyer pour une vision à long terme

Les exemples nous en sont mis sous les yeux tous les jours: il est humain de ne considérer que les aspects immédiats des problèmes auxquels nous sommes confrontés ou des évolutions que nous essayons de prévoir sinon de conduire, au détriment du long terme.
Cette sélection ne tient souvent même pas compte de l'ensemble des connaissances disponibles, qu'elles soient théoriques ou pratiques. Il y a là motif à inquiétude, lorsque cette myopie touche à des sujets d'importance vitale.



La croissance: un impératif?

«Qui n'avance pas recule!»: c'est apparemment la règle absolue de santé pour le produit national brut de tout pays industrialisé, ce qui signifie une augmentation de volume de ce qui est à la source de cet indicateur. Productivité et échanges commerciaux en sont des mesures évidentes, car elles correspondent à un travail d'exploitation et de mise en valeur de ressources. Le secteur financier est plus ambigu: quelle est la contrepartie tangible de gains obtenus par spéculation?

PAR JEAN-PIERRE WEIBEL, RÉDACTEUR EN CHEF

La productivité est la formule magique, qui permet de créer plus en travaillant et en dépensant moins, mais en exploitant plus avant les ressources naturelles. Elle est l'une des clés essentielles de la croissance économique, si l'on admet que seule la création de biens contribue à atteindre, pour le patrimoine d'un pays, un niveau de valeur supérieur. Cela explique que l'on exprime généralement la courbe de santé d'un pays par l'évolution de son produit national brut.

Croissance quantitative – croissance qualitative?

Dans leur dernier programme de législature, les partis représentés au Conseil fédéral semblaient avoir mis l'accent sur une croissance qualitative plutôt que quantitative[1]. Il s'agissait là d'une démarche d'autant plus crédible que l'amélioration de la qualité de vie qu'elle impliquait est loin de signifier un arrêt pour le progrès technique, mais une nouvelle orientation.
Mais voilà: la qualité de la vie est une notion si mal définie qu'elle en devient contradictoire.
Si l'on se contente d'une vision personnelle immédiate, privilégiant le bien-être matériel, on occulte les problèmes de dégradation du milieu vital; c'est la démarche des inconditionnels de l'automobile source de liberté individuelle, qui ignorent ou veulent ignorer son rôle dans la pollution de l'atmosphère. Il en est de même de l'évolution de la température à laquelle on se chauffe l'hiver: séjourner en tenue légère dans son appartement paraît un élément de confort allant de soi, sans que soit prise en compte l'influence sur la consommation de combustibles fossiles, par exemple.

D'autres voix s'élèvent, décrivant avec réalisme – et avec raison – l'apocalypse écologique promise à notre planète du fait de la croissance exponentielle des atteintes humaines à l'environnement: ces propos visionnaires sont rarement assortis de propositions immédiatement applicables pour freiner sinon renverser le cours de cette évolution. Dans le cas des écologistes, la myopie est le fait de ceux qui se focalisent sur le domaine nucléaire, occultant par exemple les phénomènes connus et inexorables que sont les atteintes saisonnières croissantes à la couche d'ozone de notre atmosphère ou les conséquences d'un effet de serre allant augmentant.
La formation dispensée aux professions techniques universitaires devrait donner à leurs représentants la capacité d'extrapoler des évolutions connues et d'en tirer les conséquences.
Quel que soit le potentiel offert par les diverses sources d'énergie, il est évident qu'il est à terme insuffisant pour couvrir une demande constamment croissante. Certes, si les gisements de combustibles fossiles vont inexorablement s'épuiser, c'est une source de danger pour la vie sur notre planète qui va disparaître. Mais est-il raisonnable de prendre le risque d'une course entre la pénurie et l'asphyxie?
La mer a démontré son formidable pouvoir de régénération après des catastrophes mémorables; il est pourtant facile de comprendre que cette capacité n'est pas illimitée, d'une part, et que la disparition définitive d'aucune espèce animale ou végétale – prix de certains accidents – ne saurait nous être indifférente.
Si les scientifiques et les techniciens ne diffusent pas ce message, ou - pire - le refusent, quel avenir peut-on attendre pour notre planète?

Décalage funeste

Les éléments décisifs pour le futur sont connus - peu importe si ce n'est que de quelques spécialistes ou de larges milieux: ce ne sont pas les moyens de communication qui manquent aujourd'hui.
Pourtant, il existe un décalage flagrant entre les conclusions qu'on peut en tirer et les options prises par les responsables de tout niveau. Prenons l'exemple de l'Allemagne occidentale, qui est le pays où les écologistes ont trouvé le plus large écho sur le plan politique et où le citoyen est probablement le mieux conscient de la protection à accorder au milieu vital. Ces

[1] La sincérité et l'unanimité de cette intention ont pu être mesurées lors de la volte-face de deux partenaires gouvernementaux avant la votation fédérale sur la politique coordonnée des transports...

préoccupations trouvent un résultat souvent bien visible, tant en ville qu'à la campagne[2]. Pourtant, il n'est pas de pays en Europe où les activités humaines soient aussi étroitement liées à la voiture individuelle. Face aux remarquables réalisations dans les transports publics urbains, on doit constater la disparition accélérée des voies ferrées secondaires et leur remplacement par des lignes d'autobus aux horaires anémiques, véritable incitation à l'utilisation accrue de l'automobile. Où est la cohérence ?

Chez nous aussi, l'atteinte au milieu vital et l'économie d'énergie sont encore des critères très secondaires dans les débats sur les moyens de transport.

Une autre approche

Au vu de l'évolution écologique, il est suicidaire à long terme de subordonner une politique des transports ou de l'énergie à de seules considérations économiques sectorielles. Cela signifie qu'il ne devrait pas y avoir un système de transport à bon marché concurrençant un système de transport cher, une source ou un vecteur d'énergie peu onéreuse face à une source ou un vecteur coûteux. Une répartition des coûts aurait au moins deux conséquences positives, sans inconvénients pour l'ensemble d'une collectivité régionale, nationale voire supranationale :

- un mode de transport ou un vecteur d'énergie ne pourrait plus faire l'objet d'incitation au gaspillage du fait de son coût naturellement ou artificiellement bas, mesuré aux conditions du marché ;
- le choix d'un mode de transport ou d'une forme d'énergie ménageant l'environnement ne serait plus économiquement pénalisant.

Ce postulat de péréquation heurte évidemment deux principes de base de notre économie : la liberté du marché et la non-intervention de l'Etat dans ce marché. C'est à dessein que sont énumérés séparément ces deux principes apparemment confondus ; en effet, même sans intervention de l'Etat, il peut arriver que les lois du marché soient mises en veilleuse en économie libre.

On peut à bon droit douter que les fournisseurs d'énergie se mettent de plein gré d'accord sur un marché unique dans ce secteur. D'autre part, l'Etat est partiellement engagé aussi bien dans le domaine des transports que dans celui de l'énergie.

Est-il utopique de penser qu'une politique nouvelle puisse être appliquée sur la base d'un consensus plutôt qu'imposée de façon coercitive ?

La liberté absolue de choix devient une clause de style ou la plus cynique expression d'égocentrisme, si l'on considère que c'est une minorité de la population du globe qui, en exerçant cet arbitraire, met en danger la vie sur toute la planète.

Il y a chiffres et chiffres

Dans le canton romand qui a apparemment choisi de s'autoexterminer les deux mains sur le volant, les mesures de la pollution de l'air indiquent régulièrement le dépassement des valeurs-limites. Plutôt que d'essayer de prévoir l'évolution de ces résultats en fonction de l'accroissement des parcs automobile et immobilier, on se console en soulignant combien sont exagérément basses les limites fixées et en remarquant que seul un faible pourcentage de la population, de toute façon composé d'individus malades ou faibles, est menacé par cette pollution...

L'appareil informatique dont nous disposons aujourd'hui permet une extrapolation facile, rapide et souple de statistiques de mesures. Il serait grand temps d'en faire usage pour une meilleure information du public. Plutôt que de minimiser les choses en constatant (comme on a pu le lire) que Londres était déjà au début de ce siècle victime de brouillard dû aux noyaux de condensation émis par la combustion du charbon, on pourrait par exemple donner l'extrapolation pour l'an 2000 des taux de pollution constatés de nos jours chez nous.

Un défi à relever

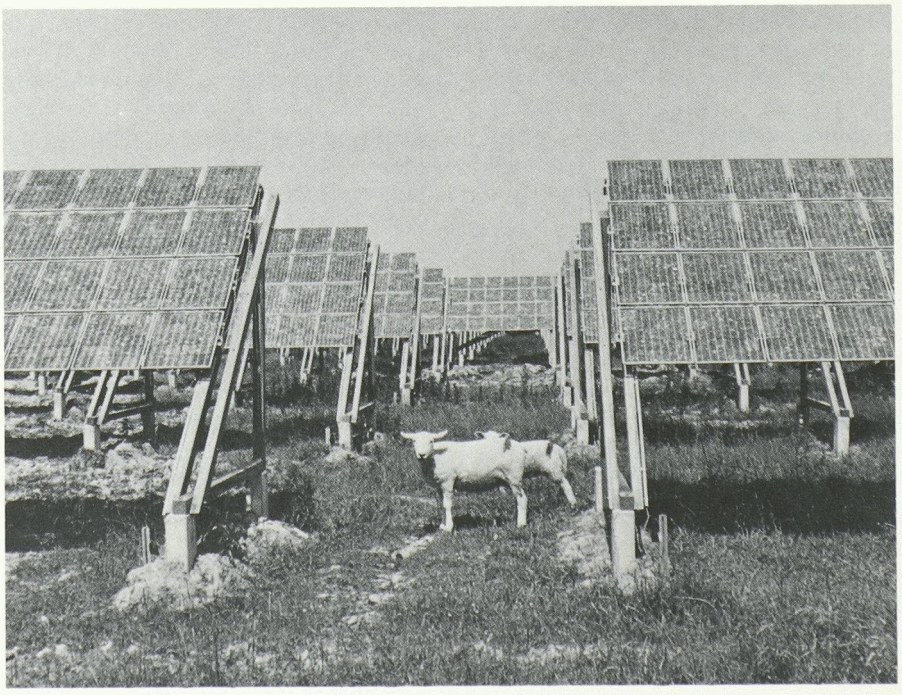
Un rapport de l'ONU vient de nous apprendre que la pollution des rivages de la Méditerranée avait diminué de 40% en quelques années d'efforts enfin consentis par les pays riverains : c'est un exemple de plus dans le domaine de l'eau, démontrant sur une échelle impressionnante qu'il n'y a pas de fatalité qui tienne face à une volonté commune d'agir (qu'on pense aux fossés politiques et idéologiques séparant les Etats qui ont collaboré dans ce cadre !).

En ce qui concerne l'air, le défi est d'une autre dimension, à cause de la multiplicité des facteurs de pollution et de l'extension quasi illimitée de leur champ d'action : une très grande proportion des activités humaines industrielles et privées portent atteinte à la qualité de l'air, et par conséquent à la plupart des formes de vie. Les répercussions dérangeantes de toute mesure correctrice frappent chacun, d'autant plus sensiblement que son niveau de vie est élevé. La lecture quotidienne de la presse n'engendre guère l'optimisme sur les perspectives d'adoption de mesures efficaces, il faut le reconnaître : il y a encore un long chemin jusqu'à ce que nous comprenions ce qui est réellement en jeu[3].

Le simple fait que l'infini est une notion purement abstraite, qui ne saurait s'appliquer physiquement à une évolution quantitative de notre société, devrait nourrir nos réflexions et inspirer notre comportement.

Jean-Pierre Weibel

Energies renouvelables et nature : compatibles sans restrictions ? (Photos INP.)



[2] Notamment grâce à une information abondante, attrayante et de haute qualité diffusée par le gouvernement central, les Länder et certaines communes.

[3] Il faut reconnaître que la hargne idéologique avec laquelle on nous présente souvent l'indispensable évolution de notre mode de vie n'est guère de nature à convaincre des individus pragmatifs et objectifs...